

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

20^{ème} année - N° 3494 - Lundi 14 Octobre 2019 - Prix : 200 Fc

COOPÉRATION INDIANO-COMORIENNE

Six mémorandums signés entre les deux parties



Signature à Beit Salam du mémorandum Inde Comores.

URBANISME

A Moroni, le danger des habitats précaires

LIRE PAGE 2

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles Du 11 au 15 Octobre 2019

Lever du soleil:
05h 50mn
Coucher du soleil:
18h 04mn

Fadjr : 04h 32mn
Dhouhr : 11h 58mn
Ansr : 15h 19mn
Maghrib: 18h 07mn
Incha: 19h 21mn



URBANISME

A Moroni, le danger des habitats précaires

L'incendie du 09 octobre qui a eu lieu à Mdjivurize a permis de mettre en lumière les dangers encourus par les habitants des quartiers les plus démunis. Des habitats précaires (le plus souvent en feuilles de tôles) collés les uns aux autres, très exposés en cas de sinistre ou de catastrophe naturelle, sans aucun contrôle, sans presque aucune voie d'accès. Cependant, le ministère de l'aménagement du territoire dit « être conscient du danger que cela peut représenter » et planche déjà pour une solution pérenne.

Le quartier de Mdjivurize a été le théâtre d'un incendie qui a anéanti près d'une dizaine de maisons en feuilles de tôles le 09 octobre dernier en deux petites heures. Selon un habitant répondant au nom de Kazal Kamardine, « il est probable que l'origine du sinistre soit un bâtonnet d'encens allumé qui aurait touché soit un rideau, soit un tapis ». Le feu s'est donc rapidement propagé aux autres habitations, collées les unes aux autres, sans aucune norme de sécurité.

Ce jour-là, par ailleurs, les habitants de ce quartier, furieux que la Direction Générale de Sécurité Civile ne puisse pas intervenir pour cause de camions citernes vides, avaient voulu s'en prendre à leur siège, à coup de jets de pierres, forçant les gendarmes à sécuriser la zone.

Des quartiers quasi inaccessibles et vulnérables

Mais à dire vrai, la localisation du lieu du sinistre était quelque peu

inaccessible pour n'importe quel véhicule, à fortiori un camion. Aucun accès direct par une voie (terrestre) quelconque, des maisons d'une promiscuité dangereuse, l'incendie de Mdjivurize a eu le mérite de mettre en lumière la dangerosité de ces lieux d'habitations qui prolifèrent à un rythme effréné dans la capitale mais pas seulement, au mépris de tout plan d'urbanisme ou d'aménagement du territoire. En l'absence d'une politique du logement, les comoriens les plus démunis font ce qu'ils peuvent. Avec des conséquences qui peuvent être désastreuses, notamment en cas de sinistre ou de catastrophe naturelle.

Pourtant, à la mairie de Moroni, le chef du service d'urbanisme, Said Mohamed Said indique clairement se tenir « à des conseils et des orientations pour ceux qui veulent construire des maisons en tôle pour éviter un probable danger », et encore.

En fait, les permis de construction ne sont délivrés « qu'à ceux qui veulent bâtir des maisons en dur ». Pour les habitats précaires, aucun moyen de contrôle. En tout cas pour le moment. Des sources officielles font endosser cette lourde responsabilité « aux propriétaires terriens qui ne pensent qu'aux profits ». Leur but, selon cette source, « c'est d'amasser le plus de gens possible sur leurs parcelles, qu'ils font louer entre 7500 et 20 000 francs, les conséquences, ils n'y pensent même pas ».

Le chef du service d'urbanisme a fait savoir qu'il avait initié une discussion avec certains propriétaires terriens de la capitale mais elle a fait long feu. « Nous voulions les aider à réglementer leurs terrains et les maisons qui y sont construites

mais évidemment moyennant une commission qui rentrerait dans les caisses de la mairie mais il n'y a pas eu de suite », a-t-il révélé.

Pas de permis de construction pour les maisons en tôle

Pourtant, le problème risque d'être sérieux. Majunga Be, quartier dont les tôles étincellent, est sorti de terre, il y a à peine 6 mois. Celui-ci est situé en contrebas de la route, communément appelée, « route d'Elback », dans une sorte de cuvette. Là-bas, une quarantaine d'habitats sont alignés. Entre deux rangées de maisons, un petit chemin sinueux, où deux individus peuvent à peine passer en même temps. Parfois pour atteindre un point b, on doit faire avec des espèces de marche naturelle ou alors monter sur un tronc d'arbre, posé là, pour faciliter l'accès. Ici aussi, de ce côté en tout cas, aucun camion ne peut y entrer. La borne fontaine est située à plusieurs mètres de là, vers Mboueni.

Antika Dana, habitante de Majunga Be est elle aussi consciente du danger. « En cas d'incendie, nous sommes convaincus que nous n'aurons pas le temps de pouvoir extirper quoi que ce soit, nous le savons mais nous n'avons pas le choix, tout au plus, espérons-nous pouvoir nous sauver à temps », a-t-elle dit.

Un plan d'aménagement du territoire en conception

Heureusement, les autorités comoriennes semblent être conscientes des conséquences désastreuses d'une urbanisation non maîtrisée. C'est en tout cas, ce qu'affirme



Habitat en double tole au sud de Moroni.

le ministre en charge de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, Abdallah Said Sarouma. « Il est vrai que nous avons déjà fait ce constat, à savoir qu'il n'y a pas de plan d'aménagement réel du pays et ceci ne date pas d'aujourd'hui », a-t-il d'emblée fait savoir. Pour cela, a-t-il poursuivi, « nous sommes en train avec l'Agence Française de Développement et nos amis de La Réunion, un plan d'aménagement pour nos îles, qui verra le jour en décembre ».

Cependant, tout ne se fera pas en même temps. « Nous commencerons par l'île de Mohéli, sa petite-se nous servira d'expérience pour les autres », a-t-il avancé. Des techniciens en provenance de l'île de La Réunion sont attendus d'ici la fin du mois, « afin que ce plan soit mis en œuvre très rapidement ». Toujours est-il que Mohéli n'a pas été choisie seulement du fait de l'exiguïté de son territoire. « Il n'y a que sur cette île que l'on respecte un plan d'urba-

nisme conçu depuis la période coloniale », a révélé notre interlocuteur.

Par ailleurs, l'ancien vice-président est lucide quant au fait qu'il faille mettre de l'ordre dans la capitale. « Pour qu'on puisse respecter un plan, il nous faudra peut-être détruire, tout comme à Mutsamudu », a-t-il lâché. Ce qui est sans doute un passage obligé.

Autre chose, « ici au ministère, nous sommes en train de mettre en place une équipe pour contrôler les constructions en tôles ou les préfabriqués, et désormais les permis de construction seront orientés depuis le ministère vers les mairies afin qu'il y ait une transparence dans tout ce qui se fait dans nos villes », a prévenu, Said Abdallah Sarouma. Afin que la capitale du pays, lequel sera émergent d'ici 2030 « puisse être la plus belle vitrine qui soit ».

Fsy

Paris a abrité une réunion des ministres africains des finances de la zone Franc

Les ministres africains des Finances de la zone CFA, les gouverneurs des banques centrales et les présidents des institutions régionales se sont réunis du 10 au 11 octobre 2019 à Paris, au ministère de l'Économie et des Finances dans le cadre d'une réunion co-organisée par la Banque de France. Traditionnellement, les rencontres de la Zone franc permettent aux ministres des Finances, gouverneurs des banques centrales et présidents des institutions régionales de se retrouver et d'évoquer ensemble les sujets d'actualité économique et financière de la zone ainsi que les avancées des travaux de moyen et long terme.

Le Ministre comorien des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire, Monsieur Saïd Ali Saïd Chayhane, a pris la parole pour remercier les pays et institutions qui

ont accompagné les Comores suite au passage du cyclone Kenneth et notamment la France, le FMI et la Banque Mondiale. Il a aussi saisi l'occasion pour remercier la France

qui a accepté d'abriter à Paris la table Ronde des bailleurs de fonds, et il a saisi l'occasion pour inviter tous les pays de la zone franc à prendre part à cette rencontre qui se tien-

dra les 2 et 3 décembre 2019.

Les échanges ont porté également sur la gouvernance de la Banque Centrale des Comores mais aussi sur la recapitalisation de la SNPSF. Sur la gouvernance, la discussion a porté sur le changement de statut de la BCC. Quant à la SNPSF, un montant sera prélevé sur

l'aide de 150 millions annoncés pour recapitaliser l'institution. Enfin, le Ministre a souhaité une flexibilité sur le montant de l'aide allouée. Le gouverneur de la BCC et un collaborateur de la Directrice Générale du trésor français ont été chargés du suivi de ces dossiers.



Chayhane à la réunion des ministres des finances de la zone franc.

Nos points de vente

Nassib Itsandra
Nassib volovolo
Nassib Bacha
Nassib Kalfane
Gare du nord
Chez Kamardine Matelec
Wadaane coulé
Hadoudja chez Soroda
Hadoudja chez Nadi
Pâtisserie Pain Soleil Magoudjou

Au paradis du livre
Mag Mrket
Station Filling
Librairie A la Page
Nouveauté
Bus Place de France
Karthala chez Tati
Magasin Mzé Cheik Gobadjou
Café de la Médine Badjanani
Said Bacar Djomani

COOPÉRATION INDIANO-COMORIENNE

Six mémorandums signés entre les deux parties

Le vice-président de la République de l'Inde est reçu par le président Azali Assoumani en marge d'une visite officielle de deux jours. Après une rencontre élargie entre les deux délégations, les deux Chefs d'Etat se sont retrouvés en tête à tête où ils ont discuté de plusieurs sujets notamment les six mémorandums et accords signés entre Souef Mohamed Elamine et la partie indienne.

Pour cette première visite officielle à Moroni du vice-président du deuxième pays le plus peuplé du monde, une série d'accords de coopération ont été signés. La partie indienne et la partie comorienne ont signé un mémorandum d'entente sur la Coopération des Arts et de la Culture, sur la Coopération dans le domaine de la Défense, dans le domaine de la Santé et de la Médecine, pour la participation au projet de réseau e-VBAB, un protocole de consultations entre les deux Ministères des Affaires Etrangères et un accord de coopération relatif à l'exemption des visas obligatoire pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de services.

Les Comores et l'Inde ont signé sous forme d'une ligne de crédit, un accord d'un montant de 41,6 millions de dollars pour l'établisse-

ment d'une centrale électrique de 18 Mégawatt à Moroni. Des propositions pour établir un centre de formation professionnelle sous forme de subvention ont été entamées. Le vice-président indien a annoncé, à l'occasion, un don de médicaments d'une valeur d'un (1) million de dollars, de six ambulances, de 1000 tonnes de riz et de bateaux intercepteurs d'une valeur de 2 millions de dollars et une autre ligne de crédit de 20 millions de dollars pour l'achat de bateaux intercepteurs à haute vitesse.

Une déclaration commune a été lue devant la presse, les membres du gouvernement présents à la réception et les membres de la délégation indienne. Qualifiant les relations avec l'Inde d'amicales et fraternelles, le Président Azali Assoumani a salué les liens qu'entretiennent les deux pays. « Deux pays aux proportions inégales mais que rapprochent un océan en partage, l'Océan Indien, ainsi que la valeur humaniste qui nourrisse nos deux pays et nos deux peuples. C'est ce cercle géographique et ces valeurs partagées qui ont enveloppé notre riche et prometteur entretien qui a porté sur plusieurs sujets et questions d'intérêts communs qui visent à asseoir une relation stratégique entre la République de l'Inde et l'Union des Comores », a déclaré le président comorien.

Le locataire de Beit Salam a insisté sur « le raffermissement et la consolidation des liens de coopération entre les deux pays notamment sur le domaine politique, économique, commerciale, technique, de l'éducation et de la défense, le potentiel de coopération dans le domaine maritime aussi bien sur le volet de la sécurité, de la mise en valeur de l'économie bleue, les échanges et les transferts de compétences, d'expertise et de technologie ». Azali Assoumani promet que la volonté des Comores et de l'Inde est de travailler en synergie pour lutter contre le terrorisme en s'attaquant à « la pauvreté extrême, le mal vivre, l'intolérance et l'extrémisme de tout genre ».

Les discussions ont aussi porté sur l'instauration d'un dialogue bilatéral permanent sur les grandes problématiques internationales, le changement climatique, la réforme du conseil de sécurité des Nations-Unies, la paix et la sécurité internationale. « Au cours de notre entretien, nous nous sommes félicités des accords que les deux pays viennent de signer et portant sur plusieurs domaines de coopération essentiels, circulation des personnes et des biens entre nos deux pays, santé, éducation et autres », s'est réjoui Azali Assoumani.

Se réjouissant de l'accueil qui lui a été réservé, le vice-président



Reunion de travail de la délégation indienne avec la partie comorienne.

de la République d'Inde a rappelé que cette visite est un témoignage de l'amitié de longue date et de bonne volonté entre les deux pays. « Nous partageons l'Océan Indien et nous sommes heureux de travailler ensemble pour une région de l'Océan Indien sûre et prospère », a-t-il martelé.

La proximité géographique et les intérêts communs sur le plan international font que les deux pays gardent des bonnes relations de voisinage. C'est la raison pour laquelle la partie indienne se dit « prête à partager son expérience » avec le peuple comorien, à offrir tout son soutien pour la croissance et le développement des Comores dans la limite de leurs capacités et en fonction des priorités du gouverne-

ment des Comores. « Nous avons un vif souhait de devenir un partenaire fiable dans le développement important des Comores », a-t-il renchéri.

Sur le plan multilatéral, la partie indienne a soutenu l'approche commune qui lie les deux parties sur un grand nombre de questions importantes devant la Communauté mondiale notamment le reforme du conseil de sécurité des Nations-Unies et la candidature de l'Inde pour un siège permanent au conseil de sécurité au sein de l'organisation internationale. A l'occasion, Monsieur Naidou s'est vu élever au rang de chevalier du Croissant vert des Comores.

A.O Yazid

1ÈRE RENCONTRE DU COMITÉ DE COORDINATION INTER AGENCE

Évaluation des résultats préliminaires pour validation du document

Le 10 octobre dernier, s'est tenu la première réunion du comité de coordination Inter Agence (CCIA). Cette rencontre qui a vu la participation du responsable Pays au secrétariat de l'Alliance Gavi en Union des Comores Magdi Ibrahim avait pour but de présenter et de valider les résultats préliminaires de l'évaluation conjointe effectuée du 7 au 9 octobre 2019 concernant le renforcement du système de santé (RSS).

Le Comité de Coordination Inter Agence (CCIA) a effectué sa première réunion le jeudi dernier à Moroni en présence du responsable Pays de l'Alliance Gavi, Magdi Ibrahim. La tenue de cette réunion visait principalement la présentation et la validation des résultats préliminaires de l'évaluation conjointe obtenus du 7 au 9 octobre dernier. Lors de cette rencontre d'approbation, la présidente du Comité Loub Yacouti Attoumani a montré que « le rapport de cette évaluation constituera le document qui sera soumis au haut Panel pour la revue afin de permettre aux membres de ce Panel du haut niveau de se prononcer sur le renouvellement

du soutien aux vaccins nouveaux (SVN) et à l'appui au renforcement du système de santé (RSS). Et de dire que vos observations, vos remarques et recommandations vont permettre l'amélioration de la qualité de notre rapport ».

Le défi a-t-elle défini, auquel notre pays fait face dans le secteur de la santé comme le reste des pays

émergents est de répondre de façon durable à l'amélioration de notre système de santé et son corollaire. En vue de renforcer et d'optimiser le domaine de la santé, la présidente du CCIA a fait savoir que « plusieurs projets phares viennent de démarrer. Il s'agit entre autres du projet de construction de centre Universitaire et de l'assurance maladie générali-

sée. Ces projets s'inscrivent dans la politique d'émergence du président de la république ».

Avant de clore ses propos, la ministre de la Santé et présidente du CCIA a loué l'appui constant et multiforme que les partenaires au développement ne cessent d'apporter au profit du développement sanitaire du pays. Et d'encourager la mise en

place des solutions ambitieuses pour le pays tout en appuyant que la mobilisation des partenaires est indispensable pour parvenir à l'émergence du pays.

Nassuf Ben Amad



Participants à la 1ere rencontre interagence.

La Gazette des Comores
Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Faïza Soule Youssouf
 Binti Mhadjou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

FIN DU PROGRAMME DE L'ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Des outils de capitalisation remis aux institutions nationales

Le programme Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (AMCC) a pris fin le 11 octobre dernier. Ce projet qui a été financé à 3 millions d'euro par l'Union européenne (UE) avait pour but de sensibiliser les acteurs étatiques, le secteur privé, le monde éducatif, les organisations de la société civile et les citoyens sur le renforcement de leurs capacités à limiter les effets négatifs du changement climatique. Après 4 années des travaux techniques, ce programme a réussi à offrir aux institutions locales des outils de gestion de données, de capitalisation et de diffusion des informations sur la résilience face aux aléas climatiques.

Le projet Alliance Mondiale contre le Changement Climatique qui a débuté en 2016 dans l'objectif général de contribuer aux efforts déployés par l'Union des Comores en matière de développement et de lutte contre la pauvreté à travers un renforcement de la résilience face au changement climatique a pris fin vendredi dernier. Selon le rapport sur le développement Humain 2011, l'Union des Comores exprime une proportion de vulnérabilité de 81.1% face aux menaces liées au changement climatique. Le projet AMCC permet d'abord à notre pays de se doter des outils numériques performants et a formé des techniciens permettant d'établir des cartographies des

risques précis utiles aux décideurs. Ensuite, il a développé des outils de sensibilisation à la fois ludiques c'est-à-dire des films-BD et éducatifs conçus localement et adaptés au contexte comorien. Enfin, le projet a appuyé des initiatives communales en matière de lutte contre le changement climatique et a identifié les projets améliorant leur résilience.

« Ces outils vont être remis aux institutions bénéficiaires telles que le ministère de l'aménagement et du territoire, l'INRAPE, la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC), l'Université de Comores, Ecoles et ONG », a indiqué Mohamed Ali Mlazahha directeur du projet AMCC. Et d'affirmer que

le projet a atteint son objectif tout en montrant que « il était question de renforcer les capacités nationales pour les institutions gestionnaires de données, la sensibilisation sur les enjeux liés aux changements climatiques et des financements destinés aux communautés locales pour des projets de résilience d'agriculture, de pêche durable et de la protection des écosystèmes ».

Au terme de ce programme, les trois résultats attendus ont été atteints à savoir la production d'une cartographie détaillée qui permettra de transcrire les recherches effectuées par les experts en cartes des risques mettant en évidence les impacts du changement climatique sur les infrastructures socio-écono-

miques, les ressources naturelles et les implantations humaines sur le territoire des Comores. Concernant cela, le directeur du projet AMCC espère « qu'après les rapports techniques, les cartes et formations réalisées vont faciliter d'autres projets en cours. Car nous avons développé des outils d'éducation et de sensibilisation pour servir de protection contre les aléas climatiques. Et ces outils vont être utiles aux institutions locales pour d'autres projets de résilience ». Il a été proposé de laisser l'abatage des arbres et l'extraction du sable de mer au profit de la préservation de l'environnement.

Kamal Gamal

La première réunion des Paroles de femmes a eu lieu le vendredi 11 octobre à l'Alliance française de Moroni. Cette première réunion d'une série de rencontres organisée mensuellement par l'Alliance française de Moroni intitulé « Paroles de femmes » a pour but de partager l'expérience de la femme afin de retenir un enseignement et un débat sur son rôle dans la société. Cette rencontre animée par madame Laila Saïd Hassane directrice exécutive de la Meck Moroni, était basée sur l'itinéraire d'une femme.

PAROLES DE FEMME À L'ALLIANCE FRANÇAISE

"La femme n'a pas suffisamment sa place dans les instances des décisions"

ment de la Meck Moroni et le rôle de la femme dans la société.

La diplômée en finance a montré qu'elle a réduit les ventes aux enchères par année. Et de regretter que « c'était un échec pour moi, car ce n'est pas le rôle de la Meck de vendre les biens des gens. Mais, j'ai dû augmenter finalement, parce que ça a donné des mauvaises habitudes. Malheureusement il y a des gens qui ne remboursent leurs crédits que sous la menace de la vente de leur gage, c'est une réalité que je vis au quotidien. 90% de ces impayés ont des moyens pour payer leur crédit, mais ils font le choix de ne pas payer et tout le monde n'est pas dans ce cas ». Mais « ils y a ceux qui ont les moyens et qui décident de ne pas payer parce qu'ils connaissent le directeur ou ils vont mettre l'argent dans un autre pays. Donc parfois l'institution n'a pas d'autre alternative que de vendre leurs biens », a-t-elle justifié.



Laila Saïd Hassane explique son parcours de femme.

La directrice exécutive de la Meck Moroni, a rebondi sur la question des bourses d'études accordées aux élèves par la Meck. Elle a affirmé que « pour bénéficier d'une bourse d'étude, il faut répondre à quatre critères fondamentaux ; d'abord être membre de la Meck,

obtenir une mention au Bac, et puis la situation socio-économique familiale. Car on privilège les enfants les plus modestes, mais également les enfants démunis, puis le programme d'études supérieures doit être cohérent avec les études à entreprendre ».

Quant au rôle de la femme au niveau sociétal, Laila Saïd Hassane s'est montrée assez réservée. « Mais j'ose un peu faire part de mon expérience et je n'ai jamais vécu mon statut de femme comme un obstacle. Aujourd'hui, en réalité les choix qui sont faits au niveau de notre pays, sont différents quand on regarde les postes clés, y compris les directions et les secrétariats généraux sont minoritairement occupés par des femmes. Quelque part il y a un blocage, donc la femme n'a pas suffisamment sa place dans les instances de prise de décisions », lance-t-elle. Elle a saisi cette occasion pour appeler à la mobilisation des femmes comoriennes dans l'objectif de conquérir leur place au niveau des instances publiques.

Nassuf Ben Amad

SOCIÉTÉ

Le nettoyage se poursuit au centre hospitalier El-Maarouf



Nettoyage à la maternité d'Elmaarouf.

Le comité 5S du centre hospitalier national d'El-Maarouf a lancé une grande opération de nettoyage au service pédiatrique le 11 octobre dernier. Cette activité consiste à protéger la santé des enfants contre les infections confinées à la décomposition des déchets éparpillés aux alentours du domaine pédiatrique.

Le comité 5S poursuit les travaux de propriété au sein du centre hospitalier national. Considérant que l'hygiène constitue le socle de la Santé, ce comité composé par des sages-femmes, des aides soignants et des docteurs limitent leurs engagements quotidiens dans l'objectif de nettoyer les bâtiments du centre hospitalier de l'inté-

rieur vers l'extérieur. Après avoir nettoyé dernièrement le service de la maternité, samedi dernier c'était au tour de la pédiatrie.

« Cette initiative a pour but de maintenir notre hôpital dans la propreté. Cette propreté va nous permettre d'offrir des soins de qualité. Alors ce matin, le personnel y compris les pédiatres, les infirmières donnent des coups de balai au service pédiatrique pour protéger la santé des enfants contre la mauvaise hygiène », explique Mahamoud Abdallah chargé de communication à la Direction du centre hospitalier national. Pour avoir un hôpital de référence, le directeur général d'El-Maarouf demande à son personnel de changer de comportement.

Mahamoud a expliqué que «

notre directeur estime qu'on ne peut pas avoir un nouveau centre hospitalier national avec des mauvaises habitudes. Il veut que le personnel apprenne l'assiduité et la ponctualité dans leurs obligations. Et pour cela des mesures disciplinaires sont mises en application ». Parmi ces mesures on peut citer la réduction du salaire ou l'obligation d'effectuer des heures supplémentaires pour chaque employé manquant à son engagement quotidien sans justification valable. Des mesures en vue de corriger tout agent mettant en péril la santé publique en jetant des déchets à l'enceinte de l'hôpital sont envisageables.

Kamal Gamal

CONFÉRENCE SUR LES RISQUES CLIMATIQUES EN AFRIQUE

Nécessité d'une appropriation africaine des services climatologiques

Du 7 au 9 octobre 2019 à Addis-Abeba, en Éthiopie, s'est tenue une conférence organisée par Future Climate for Africa (FCFA). Pour rappel, la Conférence sur les risques climatiques en Afrique (CCRA) est une plate-forme ouverte pour partager les dernières recherches sur le climat en Afrique entre chercheurs, décideurs, praticiens et partenaires de développement.



Les délégués lors du premier jour de la Conférence.

Le thème général était « Supprimer les obstacles aux actions urgentes d'adaptation au changement climatique ». Le CCRA vise à faciliter l'adoption d'une approche synergique de l'adaptation au climat par un large éventail d'acteurs de tous les secteurs, ainsi qu'à permettre une meilleure compréhension des facteurs de risque et de vulnérabilité.

Abordant la recherche liée au climat en Afrique, la conférence visait à diffuser les résultats mis à jour et partager les résultats de la recherche; associer des chercheurs et d'autres acteurs de divers domaines pour traduire la recherche en politiques et en pratiques; fournir un forum pour l'identification des priorités communes; et contribuer aux efforts visant à éliminer les obstacles à une utilisation plus efficace des informations climatologiques.

La conférence a encouragé l'utilisation de nouvelles données, outils et connaissances, tout en facilitant de nouvelles collaborations de recherche. Le CRAC améliorera ainsi la couverture de l'Afrique et les contributions des experts africains aux rapports d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et appuiera les priorités de recherche sur le climat conduites par l'Afrique. La Conférence africaine sur les risques climatiques (ACRC)

2019 s'est achevée le mercredi 9 octobre avec un programme chargé comprenant des sessions plénières, des tables rondes, des ateliers et des séminaires.

Lors de la séance plénière de clôture, Ernest Afiesimama, de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a souligné les initiatives prises pour éliminer les obstacles et faciliter l'analyse intégrée des risques liés au climat en Afrique. Dans un discours liminaire Filipe Lúcio, le Directeur du Cadre mon-

dial pour les services climatologiques (CMSC), a souligné la nécessité de renforcer les capacités en matière de fourniture de services climatologiques, soulignant aussi l'urgence d'une action pour l'Afrique et la nécessité d'améliorer le suivi et l'évaluation.

Pour sa part, Stephen Mooney, du Département pour le développement international (DfID), au Royaume-Uni, a affirmé la nécessité d'une appropriation africaine des services climatologiques, En ce qui

concerne la mobilisation des investissements pour les services climatologiques, Paul Watkiss, du Mécanisme d'intégration du climat du Département pour le développement international (DfID), a souligné dans son exposé la valeur économique des services météorologiques et climatologiques, qui va au-delà de la valeur financière.

Quant à Joseph Mukabana de l'OMM, il a souligné la nécessité de développer des cadres nationaux pour les services climatologiques afin d'intensifier l'utilisation des services climatologiques dans la surveillance, la production, la fourniture et les applications des utilisateurs.

On peut affirmer que la conférence a en outre permis la diffusion de résultats actualisés et le partage d'idées de recherche, reliant les chercheurs et permettant des approches multidisciplinaires pouvant s'avérer cruciales pour trouver des moyens de relever les défis imminents posés par le changement climatique.

Pour Frank Rutabingwa, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la profondeur des discussions démontre que le changement climatique était le plus grand défi du continent.

Mmagaza

FOOTBALL : COUPE COSAFA U17 MASCULIN AU MALAWI

Exploit historique pour les Cœlacanthes face aux Crocodiles (1-0)

Dans cette Coupe du Conseil des Fédérations de Football d'Afrique australe des garçons de moins de 17 ans, tenue au Malawi, le 1er duel des Cœlacanthes des Comores s'est révélé un coup de maître. Les Crocodiles de Lesotho, battus (1-0) à Lilongwe le jeudi 9 octobre 2019, ne diront pas le contraire. Trois milieux de terrain techniques, endurants, et solides dans les duels ont permis à la ligne défensive de garder la fraîcheur, de consolider la tonicité, de tenir le coup et de s'imposer. Quelle belle stratégie !

L'édition 2019 du Cup Council Of Southern Africa Football Association (Cosafa U17 masculin) bat son plein à Lilongwe, capitale du Malawi, jusqu'au 20 octobre prochain. En ouverture de la compétition, les Crocodiles de Lesotho ont affronté les Cœlacanthes des Comores. La présence de nos jeunes

ambassadeurs dans cette compétition a obéi à la logique de la Fédération de Football des Comores. Elle se distingue à la politique de désengagement de la discipline.

Le manque d'expériences internationales de nos jeunes footballeurs a poussé certains analystes sportifs moins audacieux à déclarer que la présence des Cœlacanthes U17 à Lilongwe servirait de chantier. En clair, s'ils perdent les matches, ils apprendront quelque chose. Mais, le coup d'essai effectué par les Cœlacanthes des Comores, le jeudi 9 octobre 2019 face aux Crocodiles de Lesotho, s'est avéré un coup de maître, positif et réconfortant.

Une endurance bien dosée des milieux de terrain leur a permis de rester toujours en mouvement et de proposer un jeu posé, construit et menaçant. Et par la même occasion,

la ligne défensive s'est bien oxygénée et a bien tenu le coup. En conclusion, les Crocodiles de Lesotho U17 ont mordu la poussière (1-0). Et parallèlement, le tenant du titre, l'Angola s'est contre toute attente, incliné aussi avec le même score (1-0) devant le Mozambique. Dans les deux cas, dans 1ère journée de cette Coupe du Conseil des Fédérations de Football d'Afrique australe (Cosafa U17 masculin) des jeunes de moins de 17 ans, tenue au Malawi, les buts sont inscrits très tôt. Une gestion exemplaire du match a permis aux Comoriens de s'imposer. Si les autres Cœlacanthes peuvent faire autant, assurer des appuis solides à la ligne défensive, et des soutiens cohérents aux attaquants, le ridicule sera un « has been », un passé révolu, ou presque.

Bm Gondet

Proverbe du jour
Qui est en bonne santé est riche sans le savoir

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

ELECTION PRÉSIDENTIELLE EN TUNISIE

Homme d'affaires ou juriste? Les Tunisiens votent lors d'une présidentielle à suspense

Les Tunisiens élisent dimanche leur président pour la deuxième fois depuis la révolution de 2011, départageant deux candidats atypiques, un homme d'affaires controversé et un rigide théoricien du droit, au terme d'une saga électorale dans la jeune démocratie.

Qui de Nabil Karoui, magnat des médias poursuivi pour fraude fiscale, ou de Kais Saïed, enseignant de droit constitutionnel sans expérience du pouvoir, deviendra le deuxième président démocratiquement élu au suffrage universel de l'histoire du pays?

"Que ce derby se termine en faveur de la Tunisie", lance Najoua Nahali, 53 ans, montrant son doigt taché d'encre après avoir voté dans le centre de Tunis.

Dans un bureau de vote, des électeurs se disent partagés entre "celui qui va appliquer la loi" et celui "qui aide les pauvres", en référence aux émissions caritatives qui ont fait la popularité de M. Karoui.

"Aujourd'hui c'est une occasion pour récupérer notre Tunisie, la

Tunisie moderne de la femme (...), pas la Tunisie qui nous fait peur", a déclaré Nabil Karoui après avoir voté à Tunis, tentant de se poser en rempart contre l'islamisme, dont il accuse son rival d'être le relai.

Le parti d'inspiration islamiste Ennahdha, arrivé en tête des législatives du 6 octobre avec 52 places au Parlement sur 217, a appelé à voter pour Kais Saïed, universitaire au conservatisme sociétal assumé. En revanche, rares ont été les appels explicites à voter pour M. Karoui, contesté au sein même de sa famille politique.

"Nous ne devons pas laisser le pouvoir entre une seule main, il faut un équilibre", a affirmé M. Karoui dont le parti Qalb Tounes, créée en juin, est arrivé deuxième aux législatives.

De son côté, Kais Saïed a appelé les Tunisiens à "faire un choix aujourd'hui en toute liberté".

"Vous avez créé un nouveau concept de révolution, il faut se référer uniquement à votre conscience, et vous gagnerez votre souveraineté", a affirmé le candidat

arrivé en tête du premier tour en réactivant les valeurs de la révolution de 2011, basée sur une opposition aux élites occidentalisées et corrompues, et une décentralisation radicale du pouvoir.

Les sept millions d'électeurs sont appelés à se rendre aux urnes jusqu'à 18H00 (17H00 GMT).

La télévision nationale diffusera des sondages dès le début de soirée, et les deux camps pourraient proclamer la victoire bien avant la publication des résultats officiels, attendus d'ici mardi.

- Saga politique -

La mort en juillet du premier président élu démocratiquement au suffrage universel, Béji Caïd Essebsi, a avancé la présidentielle de quelques mois, précipitant le pays dans une saga politique.

Il y a d'abord eu l'incarcération fin août de Nabil Karoui, qui était à couteaux tirés avec le Premier ministre Youssef Chahed et qui caracolait dans les premières places des sondages. L'homme d'affaires a martelé que son arrestation, à quelques jours du début de la cam-



pagne du premier tour, était "politique".

Puis le premier tour a balayé la classe politique en place.

Candidat sans parti, M. Saïed, 61 ans, avait obtenu 18,4% des voix, après une campagne low cost constituée de multiples visites de terrain et de pages animées par des partisans sur Facebook.

Face à lui, M. Karoui, 56 ans, fondateur d'une des principales chaînes de télévision du pays,

Nessma, avait obtenu 15,6% des voix depuis sa cellule de prison.

Les deux hommes ont créé la surprise en s'extrayant du peloton des 26 candidats, au détriment notamment des dirigeants sortants, sanctionnés par une population exaspérée par les chamailleries politiciennes et l'horizon économique invariablement bouché depuis la révolution de 2011.

(Afp)

Salama

VOUS AUSSI,
ADHÉREZ GRATUITEMENT
À NOTRE PROGRAMME DE FIDÉLITÉ

ET PROFITEZ D'AVANTAGES EXCLUSIFS !
(excédents bagages, billets gratuits, cadeaux, etc.)

Plus d'infos dans la rubrique "Salama" sur



www.flyabaviation.com